

BGE 26 II 317

Bundesgericht (BGE), 1900-01-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_26_II_317

FR: ATF 26 II 317

IT: DTF 26 II 317

Volltext

316 Civilrechtsptlege. 6caeid)neten ~lu~ttQ1)me) nid)t burd) bie IEerfid)erung gebeett merbe, 10 ifi bamit gefagt, baß allemal bann, menn ein Unfall biefie ~obe~art aur ~o1gc 1)at, bel')ßcrjid)mr für ben eingetretenen ~ef)aben nid)t einfte1)e. :!)er 10 abgefaute)Berfid)eruug~»ertrag {änt Tomit bie 1Yrage »ollftäubig bei @eite, meld)er ~rt ba~ Jbeigni~ fei, mit meId)em bel' fatale IEerlauf iu ber stette »OU Urfaef)en unb \!Birtungen begann; er fteUt einfad) ab auf ben)ßotgaug, iu ttleld)em fid) bte ~ölung »off3ic9t, b. 1). alfo auf bie le~te Ut~ fad)e bel' ~ötung, burd) ~\e{d)e ebeu bie ~obe~art beftimmt }\.litb. .3it im)ßedrage allgemein bel' Zob bUtd) @;rtinfen »on bel' IEet~ fid)erung au~gefd)Ioifen, fo ift bemnau, bet)ßeriid)erer in aUen 1YaUen aur 3a1)[ung bel')Berfid)erung~fumme nid)t »er~flid)tet, 1M ber »erfid)erte WCenfd) ober ba~ »erfid)erte ~ier ertrunfen trt, o1)ne 1Rüetfid)t barauT, ob bie Urfad)e be~ @;rtinfen§ in einem Unfall, ober in einem IEorgang beftanben 1)abe, bel' fief) nieft) al~ UnfaU qualifi3ieren rät. ~ngefid)t~ bel' unbedingten @;rflärung~ be~)Berfid)erer~, für ~ob buref) @;rtinfen feine IEerfid)erung au gemäl)ren, fel)U enbIt) aud) bie)Sered)tigung, barauf abaufteilen, ob bel' Ungliiet~faU aUß einer \Situation entfianben fei, in ttleld)er normaler \!Beife »on einer @;rtinfen~gefal)r gefprod)en merben fonnte ober nid)t. Üotigen§ fönnte biefie Unterfd)eibung in casu unmöglid) ba3u fiil)ren, ben bom ftläger erl)obenen ~nf~rud) au fe)ü~en; benn 1)ier befanben fid) bie \ßferbe, al~ bie 1Rutfd)ung be~ ~errain~, auf bem fie ftanben, eintrat, mn ~eeufer; mit ber @efal)r, bau ba~ ~errain rutfd)e, tlar aud) bie @efal)r !>erbunben, ba~ bie \ßferbe, tlenn fie !>on bem ~errain mitgeriffen murben, in ben !See gerieten unb Darin 1)urd) @;rtinten umfamen. @;ß raut fief) alf 0 nid)t fagen, bau in ~nbetraef)t ber ~ituation, in bie bie ~iere geßraef)t murben, normaler \!Beife bie @efal)r be~ ~rtinfen~ au~gefu,{ offen gettlefen fei. ~emnad) 1)at ba~)Sunbe~gerid)t erkannt: :!)ie)Serufung ber)Sef{agten mirb gutge)eiilen, unb tn ~ält~ ;brrung be~ UrteH~ bel' II. ~p~eUation~fammer b~ D6ergerid)t~ be~ stanton~ Bürief) bie .5tlage a6gemiefen. 11. Obligationenrecht. N° 44. 44. Arrêt du 26 mai 1900, dans la cause Courvoisier contre Huguenin. 317 Cautionnement sous condition, 489 CO. Oondition illicite comme contraire aux principes d'ordre public du droit neuchâ- telois en matiere de sllccession. Art. 177 CO. Renvoi de la cause a l'instance cantonale pour trancher cette question, art. 790JF. Le 17 juin 1890 Edouard Huguenin, horloger a La Chaux- de-Fonds, a signa et remis ä. son gendre Paul Sandoz une piece de la teneur suivante : « En avance d'hoirie et sur la part qui doit revenir a ma fille Cacile, epouse de .M. Paul Sandoz, hahitant a Fleurier, mais payable seulement apres mon deces et celui de mon epouse Hophie Huguenin nee Grisel, sans que je sois obligé d'en payer les interets, j'accorde a mon gendre Paul Sandoz et a ma fille Cecile la garantie d'une somme de quatre mille francs . .Mes immeubles a Fleurier, n'étant greves d'aucune hypotMque, attestent la valeur de ma signature. Fait a La Chaux-de-Fonds le 17 juin 1890. 1> (Signe) Edouard Huguenin. » « Cette garantie est donnee en faveur de mon gendre pour tel creancier qu'il trouvera convenable, et qui lui fournira la dite somme de

quatre mille francs. Chaux-de-Fonds, le 17 juin 1890. » (Signa) Edouard Huguenin. » Le 30 juin 1890, Paul Sandoz remit cette piece a .M. P.-F. Courvoisier ä. La Chaux-de-Fonds, comme garantie d'un credit qu'il consentait a lui ouvrir et sur lequel lui furent effectivement faites des avances dépassant ce montant de la garantie. Apres le deces de P.-F. Courvoisier, sa veuve, la deman- deresse an proces actueI, lui succeda dans ses droits co~er- nant soit sa creance contre Sandoz, soit la garantie susmen- tionnee. Edouard Huguenin mourut aussi le 18 avril 1899, et sa succession fut acceptee sous Mnefice d'inventaire par ses trois enfants, Laure-Sophie mariee Gruring, Marie-Cecile mariee Sa\ldoz, et Arnold-Edouard. XXVI, 2. - 1900 2l. 318 Civilrechtspfleger. Dame Courvoisier, comme etant auX droits de son mari decede, a fait dans ce benefice d'inventaire l'inscription sui- vante: « Madame veuve P.-F. Courvoisier fait inserire au rang de l'art. 219 J Ve classe de la loi federale sur la po.Ursuite pour dett.es, une garantie fournie par le defunt au profit de son gendre Paul Sandoz et de sa fiUe Cecile nee Huguenin, pour la SONll11e de 4000 francs. » Elle produit a l'appui de son inscription l'acte de ga- rantie du i 7 juin 1890.) Cette inscription a ete admise par la veuve Sophie Ru- guenin, ainsi que par ses deux filles Laure-Sophie et Marie- Cecile; elle fut par contre contestee par le fils Arnold Huguenin. contre lequel dame Courvoisier a ouvert action concluant a ce qu'il plaise au tribunal prononcer que la deman- deresse est creanciere d'Edouard Huguenin, soit de sa suc- cession, en vertu de la garantie du 17 juin 1890, de la somme de 4000 fr., payable sans interets au deces de 11 me So- phie Huguenin, nee Grisel, et dire en consequence que l'inscription faite par veuve P.-F. Courvoisier au benefice d'inventaire de Edouard Huguenin est liquidee, aux termes de l'art. 219, Ve classe de la loi federale sur la poursuite pOUi' dettes, pour son montant soit pour 4000 fr., avec suite de frais. A l'appui de cette conclusion, la demanderesse invoquait les faits qui precedent, et les dispositions du CO concernant le cautionnement. Dans sa reponse, le defendeur a pris les conclusions sui- vantes: " Plaise an trihunal : :) Principalement: Eca.rtel' l'inscriptioll de dame veuve Courvoisier, faite an passif de la succession d'Edouard Hugnbllin. » Snbsidiairenwnt : pour autant que le tribunal admet- trait cette inscription, dire que la portee doit en etre reduite jusqu'a cOLLcurrence de la part de silccession de l'beritiere dame Cecile Sandoz. H. Obligationenrecht. No 44. 319 » • En tout etat de cattse: Dec]arer mal fondees les con- clUSIONS de la demande. » Par jugement du 13 janvier 1900, le Tribunal cantonal de ~euchatel a dehoue la demanderesse des fins de ses conclu- SIONS, en se fondant sur <;les motifs qui peuvent etre resu ' d I ., . mes e a mamere sUlvente : , L~ cautionnement est un contrat par lequel la cantioll s obhg~ envers ~e creancier a satisfaire a l'oblication du debi- tent, SI ce dermer n'y satisfait pas lui-meme. En s'exprimant da~ls l~s term~s ,sllivants: « En avance d'hoirie, sur la part qm .d?It revemr a ma fiUe Cecile, » le signataire de l'acte du 17 J~Ill 18~0 a A clairement manifeste son intention de ne point s o~hger Im-meme, ~t de n'accorder une garantie que sur la palt de sa fiUe Cecile dans sa succession. Dame Courvoisier n'a des 101's jamais ete creanciere d'Edouard Huguenin et elle ne l'est pas non plus de sa succession. Sa conclusion ai~si que.l'inscription qu'elle a faite dans le Mnefice d'inven~ t~Ire, ~olvent des lors etl'e ecartees, sans qu'il y ait lieu d exammel' la conclusion subsidiaire. C'est contre ce jugement que dame Courvoisier a recouru e~ temp~ ~t~le au Tribunal federa], en reprenant ses conclu- slons prImItives. Statuant SU1' ces faits el considerant etl droit : 1. - Le recours est regulier, et la competence du Tri- bunal federal en.la ~ause n'est pas contestable. En ce qui concerne en partlcuhel' le dl'oit applicable, il faut reconnaitre que, malgre les termes peu clairs dans lesquels la demalldle est congue, cette derniere tend a faire reconnaitre a Ia charge de la succession d'Edouard Huguenin, un

cautionnement de 4000 fr. La matière du cautionnement étant régie par le CO. le Tribunal cantonal de Neuchâtel est certainement compétent pour examiner si la demande, laquelle soulève la question de savoir si l'acte du 17 juillet 1890 constitue ou non un cautionnement est fondée en droit.

2. - 01. Le caractère d'un cautionnement résulte tout d'abord du but auquel cet acte a été destiné. Ici l'acte en effet, a été signé par Huguenin pour faciliter à Sandoz l'obtention du prêt dont il avait besoin, et la forme la plus indiquée à cet effet était celle d'un cautionnement. La teneur de l'acte corrobore cette manière de voir. Dans la première partie Huguenin déclare « accorder la garantie d'une somme de 4000 francs » à son gendre Paul Sandoz et à sa fille Cecile, le terme « garantie » dont se sert Huguenin étant souvent employé dans le langage usuel comme synonyme de cautionnement. Les mots par lesquels l'acte se termine : « mes immeubles à Fleurier n'étant grevés d'aucune hypothèque, attestent la valeur de ma signature et servent aussi à démontrer que Huguenin voulait se porter caution pour 4000 fr., et affirmer par là la valeur de sa signature vis-à-vis du tiers créancier qui aurait fourni la somme. Le post-scriptum est de nature à enlever tout doute à cet égard et à établir que Huguenin entendait bien se porter caution vis-à-vis d'un créancier, non encore déterminé, qui aurait fourni à son prédit gendre la somme de 4000 fr. dont celui-ci avait besoin.

3. - Ces considérations ne sont toutefois point encore suffisantes pour faire considérer la demande comme fondée. Il résulte incontestablement de l'acte en question que, tout en se portant caution en faveur de son gendre, Huguenin entendait que le paiement de la somme garantie ne put être requis ni de son vivant, ni du vivant de sa femme, et que si après leur décès sa succession était appelée à la payer, son montant devait être imputé sur la part revenant à Cecile Sandoz-Huguenin dans la succession paternelle. Huguenin voulait donc bien obliger sa succession vis-à-vis du tiers créancier, mais à la condition que, dans le règlement des rapports entre cohéritiers, la somme de 4000 fr. devrait grever uniquement sa fille Cecile par imputation sur la seule part de celle-ci.

4. - Étant donné les termes dans lesquels l'acte de 1890 est conçu, il faut admettre comme certain que Ed. Huguenin n'accordait sa garantie qu'à cette condition, et qu'il ne l'aurait point donnée, si ses conséquences avaient pu retomber sur ses autres héritiers. D'autre part cette condition, résultant implicitement de l'acte même de cautionnement, a été l'obligation en droit. N° 44. 321 Nécessairement connue du créancier, auquel elle est sans aucun doute opposable.

5. - Il reste à rechercher si cette condition était licite. Le défendeur l'a contesté, en prétendant qu'elle était contraire aux principes d'ordre public du droit neuchâtelois en matière de succession, lesquels interdisent qu'on dispose ainsi, par la voie d'un cautionnement, de la part revenant à un héritier dans une succession future. Il est clair que si ce point de vue devait être admis, l'obligation dépendant d'une telle condition, c'est-à-dire dans l'espece la garantie assumée par Ed. Huguenin, serait frappée de nullité aux termes de la disposition de l'art. 177 CO.

6. - Toutefois la question de savoir si la dite condition est licite ou non ressortit, dans l'espece, au droit cantonal et non point au droit fédéral, puisque c'est d'après les règles du droit successoral qu'il faut trancher la question de savoir si, en consentant un cautionnement en faveur de son gendre, Huguenin pouvait stipuler que la somme garantie, si elle devait être payée, devrait être imputée sur la part revenant à sa fille Cecile dans sa succession. Il se peut en effet que par cette stipulation Huguenin ait porté atteinte à des dispositions prohibitives du droit successoral, ou même qu'il ait privé sa fille de la réserve légale dont le bénéfice lui est garanti. Or l'instance cantonale ne s'est pas prononcée sur ces points, et il y a lieu de lui renvoyer la cause, en application de l'art. 79 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, afin qu'elle statue notamment sur le caractère licite ou illicite de la

condition susmeiitionnee. 7. - La circonstance que Cecile Sandoz a admis l'intervention de la demanderesse au benefice d'inventaire, et a reconnu ainsi en ce qui la concerne la validite de l'acte dn 17 juin 1880 ainsi que de la condition dont il s'agit, ne pent priver le defendeur de soulever une contestation snr ce point; des le moment ou l'acte en question est invoque aus si vis-a.-vis du dit defendeur, celui-ci doit pouvoir lui opposer toutes les exceptions tendant a faire prononcer la nullite de l'obligation qui en decoule. 322 Par ces Illotifs Civilrechtspflege. Le Tribunal f6dral prononce: Le recours est adlllis, en ce sens que le jugellent rendu entre parties par le Tribunal cantonal de N<mchatel le 13 janvier 1900 est annul6 et la cause renvoyee au meme tribunal pour qu'il statue a nouveau, confor1ll6111ent aux con- siderants qui precMent. 45. Urteil \.lom 1. ~uni 1900 in 6ad)en U:euert\lerjid)erungßgefef!fd)aft «La France» gegen \.tonfttrßmaHe ~ofef 3mfefb~ Forderung aus unerlaubter Handlung, Art . .50 0'. O.-R. - Ein Schaden- el'sat:::anspnu:h des Vn'sicherers gegen den dritten Urheber des Schadens existiert nur auf Gru,ndvon Sllbrogation. - Delikts{ähig- keit nach eidgenössischem Olligationenrecht. - Haftung einer unzu- rechnungsfähigen Person für den von ihr gestifteten Schaden, Art. 58 O.-R. Der Versichere;' knnn einen Anspruch aus Art . .58 O,-R. dlt1'ch Subrogation nicht erwerben. A. :vurd) Urtcif \.lom 24. \)(:irö 1900 ~at baß Dbergerid)t bCß \.tantonß Unterm alben ob bem smalb erfannt: :Da~ tHigerid)e med)t~6ege~ren tti ba~in entfd)ieben, baj3 bie ~eflagtd)aft ge~alten ift, an bie \.tlägerfd)aft eine @;ntfd)ibigung \.lon 1000 ~r. auß3urid)tcn. 3m weitem tft baß fligerid)e IR-ed)t§~ bege'f)ren abge\l.liefen. B. @egen biefel~ Urteil 1)aben beibe ~arteien bie Q5erufung an ba~ ~unbe~gerid)t ergriffen. :nie \.tl/igertu crfl/irt, fie fed)te ba~ Urteil infofern an, al~ Un3ureel)nung~f/i'f)igfett be~ ~ofet ;jmfelb angenommen, unb e\lentue[aud) aUß bem @ejtd)t~unfte l.lOU m:rt. 58 D.~IR- nid)t bel' \)o[e 6d)abenßbetrag bel' ~l/igerin 3u~ gef~rod)en luurbe; fte beantrage ba~er, e~ fei bie \.tlage in \.lo[em Umfange 3u3uf~reel)en, unb bemnad) bie \.tlägerin mit einer U:or: oerung \.lon 8154 g:r. 40 ~tß. nebit Bin~ 3u 5 % feit bem 18. 6e~tember 1899 im Shmfurfe be~'3oief ~mfeIb geriel)tHd) au bef d)iiiten. H. Obligationenrecht. N° 45. 323 :nie ~ef{agte beantragt bagegen: 'nie tlägerid)e g:orberung lei ab3U\l.leifen. C. ~n bel' ~eutigen S)au~t\ler~anblung \.lor ~unbe~gerid)t er: neuert bel' m:nll.lalt bel' \.tlägerin feinen ~erufung~,mtrag unh beantragt m:bmeifung bel' gegncrifd)en ~erltfung. ~er m:nmctlt bcr mef(agten beantragt @ut~etl3ung bel' \.lon biefer eingelegten ~e: rurung unb 'Ub\l.leifung berjenigen bel' Stlägerfd)aft, :na~ ~unbeßgerid)t atel)t in @;rwägung: 1. 'Um 23. m:uguft 1899 wurbe baß bei 'ocr Stl/igeritt \.ler: fiel)erte smo~u1)au~ be~ j33eter :numr:~ortmann im :norfe 6arnen burel) U:euert teilmeife 3l'rftört. Bur BeH be~ ~ranbfct1 leß luo~nte im :vad)raum biefelß S)altfe~ bel' ~uel)6inber jofef Smferb. :ner: fe(6e l.lcrlief; im SJ)cllmnte be~ g:euerau§6rud)e~ ba~ S)auß, unb fe~rte, tro~bellt er \.lon :vritt~erioneu auf ben ~ranbau~6tud) in feiner ~o'f)nultg aufmetffam gemad)t murbe, niel)t me~r bortl)in amücf, fonbern fiüd)tete fiel) Illtbefanut mo1)in, unb wurbe erft Ö ~age f~/iter \.lom jj3erfona{ bel' ~rüntg6a~u etlß 2eid)e einge~ 6radit na""bem er bOll bem in :.Samen 9 U'f)r 15 ;)(:in. an~ 7 , "1 ((ll1genc.en m:benb3ug unter~a{6 \.t/igi~m\.)I überfal)ren unh getötet worden mar. :net 2eiel)en6efullb fonftatiert, bau ~mfelb in bö[ig Ilu~ge'f)ungettem Buftaube, ll.la'f)rfd)etnfiel) abfd)id)tHd), fiel) auf baß @deife gelegt, unh \.lon bem iBrünigaug bei bel' l)errfel)enben '!lunfeli)eit überfa'f)ren unh :plö~Hd) getötet worden fei. 'vie 2eiel)e trug alt ~arge(b 9 g:r. auf ftel), unll aud) in bel' alt~gebrannten '2\3o~nung c.eß ~ofef ,jmfelb lUmben nod) 25 g:r. an blU' \.lor~ gefunben. :vie erften 3ur m:bwe~r be~ au~gebtld)eneu g:eu_er~ in baß :vurrer'fel)e S)alt~ borbringenben :berfonen ronnten fonltct~ tieren baj3 baß ~euer in \.lcrjd)iebenen IR-/iumen bel' ~mfelb;fd)en

smo'f)~Ult9 entftanbeu fei, unb bau ein3e1ne bel' 6rennenben 2ofaH~ täten \.let'fel)!oflen
maten. :niefte Umftäube unb bie ~1)atfad)e, baj3 ‚J'mfelb 11otorifd) 3eitweilig geiittg me~r
ober weniger ge~tört war, enuectten ben ?Berbad)t, ~mfe(b fönnte ben iBranb 6ößl1.ltUtg,
ober fafldäfftg \.lerurfael)t 'f)a6en. \IH~ bann auf ?Bedangen bel' @;rben über beilen
~ad)laj3 baß beneficiulll inventarii tiemi 1 ligt murbe, mi\el)teu bie 6ei bem ?Sraube au
6d)aben gefommenen ~ri\aten unb 5ßerfid)erullg~geiellfel)aften, barunter aud) bie
.\-tf/igerin, weld)e an :Vltrrer auf @ruub be~)Eerfid)erung~\.lettage~ bie 6umme

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.